



HAL
open science

**L'APPROCHE CHAMP-ECOLE PAYSANNE (CEP) :
UNE METHODE DE RECHERCHE-ACTION
IMPLIQUANT DAVANTAGE LES PRODUCTEURS
RURAUX DANS LA MAITRISE ET
L'AMELIORATION DE LEUR SYSTEME DE
PRODUCTION. L'EXEMPLE DES CEP DU KASAÏ
OCCIDENTAL/R.D.CONGO**

Grégoire Ngalamulume Tshiebue

► **To cite this version:**

Grégoire Ngalamulume Tshiebue. L'APPROCHE CHAMP-ECOLE PAYSANNE (CEP) : UNE METHODE DE RECHERCHE-ACTION IMPLIQUANT DAVANTAGE LES PRODUCTEURS RURAUX DANS LA MAITRISE ET L'AMELIORATION DE LEUR SYSTEME DE PRODUCTION. L'EXEMPLE DES CEP DU KASAÏ OCCIDENTAL/R.D.CONGO. ISDA 2010, Jun 2010, Montpellier, France. 10 p. hal-00510547

HAL Id: hal-00510547

<https://hal.science/hal-00510547>

Submitted on 19 Aug 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



L'APPROCHE CHAMP-ÉCOLE PAYSANNE (CEP) : UNE METHODE DE RECHERCHE-ACTION IMPLIQUANT DAVANTAGE LES PRODUCTEURS RURAUX DANS LA MAITRISE ET L'AMELIORATION DE LEUR SYSTEME DE PRODUCTION.

L'EXEMPLE DES CEP DU KASAÏ OCCIDENTAL/R.D.CONGO

Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE

Institut d'Etudes du Développement
Université Catholique de Louvain
Louvain-la-Neuve, Belgique
gregoire.ngalamulume@uclouvain.be

Résumé — Les dix champs-écoles pilotes installés au Kasai occidental en 2003 ont permis aux paysans membres d'expérimenter de nouveaux modes de gestion des cultures, et, leurs résultats ont été jugés satisfaisants. L'originalité et la simplicité des procédés utilisés favorisent, non seulement une meilleure appropriation des innovations, mais aussi une participation active des paysans à la production du savoir agronomique et donc, une valorisation de la fonction paysanne. L'appropriation de l'approche par les principaux services et projets d'encadrement agricole, ainsi que sa vulgarisation auprès de toutes les populations paysannes kasaïennes contribuerait à la réalisation de la souveraineté alimentaire à travers la promotion d'une agriculture saine, durable, capable de satisfaire les besoins alimentaires des populations locales et de préserver leur environnement. Une réflexion minutieuse sur les conditions de financement durable de l'approche s'avère donc indispensable.

Mots clés : Champ-Ecole Paysanne, recherche-action, système de production

Abstract — The Farmer's Field School (FFS) Approach: A research-action method involving more rural producers in controlling and improving their production system: FFS cases in Western Kasai/D.R.C. The ten pilots FFS settled in West Kasai in 2003 allowed their members to experiment the new ways to manage their farming and the encouraging results are obtained. The originality and the easiness of the process allow the better appropriation of the innovations by the peasants, imply their active participation in agricultural knowledge building and then, increase the standing of peasant's work. The appropriation of the approach by the important agricultural coaching services and projects, and its popularization to the all peasant's populations can contribute to the food sovereignty, through the promotion of healthy and sustainable agriculture, allowing satisfaction the food needs of the local populations and to preserve their environment. A meticulous thought on the sustainable funding conditions of the approach is indispensable.

Key words: Farmer's Field School, Research-action, production's system

INTRODUCTION

Les approches traditionnelles, classiques de la vulgarisation agricole suivant un schéma linéaire de haut vers le bas ; soit des décideurs, des chercheurs vers les animateurs et les vulgarisateurs, et de ceux-ci vers les paysans ; se sont révélées au cours des années contre-productives, non viables, non durables, inefficaces et pas à même de répondre aux préoccupations essentielles et réelles des agriculteurs. L'échec de ces différentes approches antérieures ayant impliqué très faiblement les agriculteurs et producteurs ruraux dans les différentes actions à entreprendre, de la conception à l'évaluation en passant par la mise en œuvre n'est plus à démontrer. Le décalage s'est toujours révélé criant entre les offres de ces différentes actions et approches et les demandes de développement des producteurs à la base ; d'où inadéquation toujours croissante entre résultats de recherche et besoins réels des acteurs du développement.

Il a été démontré à plusieurs reprises que les projets qui n'impliquent pas suffisamment les populations locales « bénéficiaires » de leurs actions sont davantage voués à l'échec, ces dernières ne se sentant pas du tout concernées par les actions entreprises et n'y accordant qu'une faible attention, un très faible intérêt (Lapeyre, 2002 ; Ngalamulume, 2009). Est-il besoin de rappeler que les destinataires de ces projets, en l'occurrence les paysans-agriculteurs, sont détenteurs d'une certaine « expertise », d'une expérience, des connaissances, bref d'un savoir qu'il est bien indispensable de capitaliser pour la réussite des actions ancrées dans leur vécu quotidien et donc, susceptibles d'une réelle viabilité (Amoukou, I. et J.M.Wautelet, (éd.), 2007 ; Amoukou, I., 2007).

L'approche « Champ-Ecole Paysanne » ou « Champ-Ecole des Producteurs » (CEP) ; en anglais « Farmer's Field School » (FFS), d'origine indonésienne « Sekolah Lapangan » qui signifie « école champ »¹, part du constat et de la nécessité que les paysans doivent s'associer et comprendre effectivement ce qu'ils font en choisissant la méthode et les solutions qui leur sont appropriées, et donc devenir professionnels de leur métier.

En privilégiant l'association des animateurs et des acteurs communautaires durant le processus tout en mettant en avant la dynamique interactive du groupe ainsi que le travail au ras du sol, l'approche garantit la prise en compte des compétences et savoir-faire sociaux locaux, ce qui concorde bien avec les stratégies et politiques de développement du type « bottom-up », et donc de développement local. Dans ces conditions, l'approche se révèle porteuse et vraiment appropriée pour permettre aux paysans-agriculteurs de vivre et de gérer convenablement, en tant qu'acteurs et non objets, les différentes mutations s'opérant au sein de leur système de production, dans le processus de son adaptation au contexte changeant, en vue de faire face aux diverses contraintes et aux nombreux défis qui se présentent.

Au Kasai occidental, les premiers CEP au nombre de dix, ont vu le jour en mars 2003 dans le cadre du Projet d'Appui aux Producteurs du Secteur Agricole « APSA », financé par le PNUD et exécuté par la FAO. Considérés comme pilotes, ces CEP disparaîtront peu avant l'arrêt du projet en 2004. Mais, les premiers résultats se sont révélés tout de même encourageants. L'expérience réapparaîtra dans sa version faible à partir de 2006 à la faveur de l'installation du Projet d'appui à la sécurité alimentaire dans la ceinture verte de la Ville de Kananga, par Caritas International sur financement de la DGCD et du Fonds belge de Survie. L'approche semble ainsi marquer des points et présenter une plus-value par rapport aux approches traditionnelles.

¹ Lire à ce sujet FIDAFRIQUE, sur <http://www.fidafrique.net/article1187.html>

Au vu de ce qui s'est passé lors de la première phase d'introduction des CEP et des enseignements tirés dans la seconde phase, quelles sont les conditions réelles de durabilité de l'approche dans le milieu d'accueil et de sa reproduction et sa diffusion dans d'autres milieux ? C'est là notre préoccupation majeure.

L'objectif de ce travail est donc double. Il s'agit d'abord de discuter des résultats jugés encourageants sur le plan agricole d'une approche qui se révèle innovante et porteuse en développement rural et, ensuite, susciter la réflexion sur les conditions de fonctionnement, de généralisation et de diffusion de l'approche dans d'autres milieux.

Ayant été nous-même acteur du processus, car formateur provincial dans les CEP lors de la première phase, nous nous baserons, pour la réalisation de ce travail, sur notre expérience personnelle et sur des données issues de nos observations à cette période dans un premier temps. Les entretiens réalisés en 2007 et 2009 auprès des acteurs des CEP anciens et actuels, en marge du travail de terrain dans le cadre de notre recherche doctorale, fourniront des informations complémentaires ; sans oublier la littérature sur le sujet.

1. L'APPROCHE CEP: CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Les CEP viennent de l'Asie où ils ont été expérimentés à la fin des années 1980 dans le Java Central en Indonésie, pour tester et développer une approche de formation au champ sur la gestion intégrée des productions. Les essais ont été faits sur la culture de riz avec l'appui des projets de développement rural de la FAO, s'appuyant sur la méthodologie de l'éducation non formelle des adultes. Le nom de "champ école" a été choisi pour refléter le caractère éducatif de la formation d'une part, et le fait qu'elle ait lieu au champ et que les conditions du champ déterminent la majeure partie du programme d'étude d'autre part. Ainsi, les vrais problèmes du champ pouvaient être observés et analysés depuis la plantation jusqu'à la récolte².

Ayant montré ses preuves, l'approche a été reproduite dans d'autres pays asiatiques et en Afrique. En Afrique de l'Est (Zanzibar, Tanzanie, Kenya, Uganda) et de l'Ouest (Ghana, Sénégal, Bénin), l'introduction des CEP date des années 1996–1997 à partir des problèmes rencontrés sur diverses cultures : maïs, niébé, haricot, bananier, cultures maraîchères,... En R.D.Congo, les champs-écoles ont démarré en 2002 sur le manioc, avec l'appui de la FAO³.

Se démarquant des approches consuméristes encourageant la passivité des paysans, le CEP vise l'auto-formation des agriculteurs et des formateurs en vue de la maîtrise du système cultural, du développement des alternatives viables et crédibles et la gestion intégrée des productions. La démarche permet aux acteurs de tester les diverses options et alternatives qui s'offrent à eux pour en améliorer le contenu ; ce qui représente une réelle opportunité d'apprentissage. Les notions de « participation », d'« appropriation », d'« empowerment », d'« implication » des acteurs paysans trouvent tout leur sens et sont centrales dans ces dispositifs. Cela présente l'avantage de faciliter l'investissement réel et véritable du paysan dans la production du savoir agricole à partir de ses observations ainsi que sa responsabilisation dans la recherche des solutions et la prise des décisions sur son exploitation.

C'est donc dans les champs que les agriculteurs-participants apprennent à partir de leurs propres observations, de leurs découvertes et de l'expérimentation. Dans ce sens, les différentes étapes de la méthodologie comprennent la collecte de données, leur traitement,

² Voir FIDAFRIQUE, *op.cit.*

³ L'historique des champs-écoles peut être consulté sur <http://www.fidafrique.net/article1187.html>

L'Approche Champ-Ecole Paysanne (CEP)
Ngalamulume, G

leur exploitation et une prise de décision par l'agriculteur pour la gestion des champs sur la base des analyses et conclusions des informations recueillies. La méthode encourage la communication libre et active entre les agriculteurs d'une part, et d'autre part, entre les agriculteurs et les facilitateurs. Ce qui génère et entretient un climat favorable à la prise d'initiatives concernant les activités en cours (Global IPM Facility, 1999).

Se basant sur le fait que le paysan-agriculteur possède de l'expérience et un certain savoir tant dans la vie courante que dans le domaine agricole, l'approche CEP suggère de requérir sa participation en tant qu'acteur-clé du processus pour atteindre des résultats escomptés. Son expérience qui représente une riche ressource lui permet d'apprendre et de s'impliquer dans la formation. Toutes les activités sont orientées de manière à développer chez le paysan des capacités réelles d'identification, d'analyse et d'interprétation des situations et informations en rapport avec les problèmes de son champ ; à l'aider à prendre des décisions adéquates basées sur l'analyse de ses propres observations et ; à évaluer les résultats pour une réorientation judicieuse de ses interventions.

En tant qu'adulte, le paysan connaît ses besoins et sait ce qu'il veut apprendre. Dans les champs-écoles, les expériences sont utilisées de plusieurs manières: en discussion de groupes, dans les jeux de simulation et de rôle, dans les sessions pratiques sur le terrain, dans la constitution d'une équipe de travail, etc. (Henk, 2004).

Quelques principes de base président à la mise en place des CEP:

- Le champ comme première ressource pédagogique : toutes les activités de formation se déroulent sur le champ où l'agriculteur a la possibilité de suivre le développement de sa culture durant tout le cycle, ce qui lui facilite sa meilleure connaissance (physiologie, besoins nutritifs, ennemis et auxiliaires, etc.).
- La valorisation des connaissances de la base : les paysans étant au cœur du dispositif, leurs connaissances anciennes et celles développées en cours d'expérimentation sont mises en exergue. Ils ont ainsi la possibilité de les mettre en pratique dans la gestion de leurs productions et dans la recherche des solutions aux problèmes qu'ils affrontent.
- Les échanges d'informations et de connaissances : le rendez-vous du donner et du recevoir est au centre du CEP où chacun des participants donne son point de vue et sa vision des choses dans les diverses situations qu'ils vivent. Les échanges d'expériences se déroulent de façon libre et, chacun apprend de l'autre. Les solutions sont adoptées de commun accord sur la base des discussions et des expériences recueillies.
- L'existence d'un groupe : les CEP permettent la constitution de groupes d'agriculteurs qui ont des intérêts communs. La qualité des groupes composés est déterminante pour la réussite de l'action. En travaillant ensemble, les agriculteurs deviennent capables de répondre avec efficacité aux problèmes et défis qui se présentent dans leur activité quotidienne.
- La promotion de la solidarité : les CEP ont vocation de générer au sein de groupes formés une ambiance d'entraide, de support mutuel et de partage. Ce qui permet la cohésion du groupe et la continuité de l'action même au-delà des sessions avec les facilitateurs.

Comment la situation s'est-elle présentée au Kasai occidental ?

2. DE L'INSTALLATION ET DE L'EVOLUTION DES CEP AU KASAÏ OCCIDENTAL

1.1. De l'installation des CEP

Expérimentés au Congo dans la périphérie de la Ville de Kinshasa (Plateau des Batéké) d'abord, puis, dans le Bas-Congo (Kinsantu, Kimpese), sur la culture du manioc ; l'approche CEP s'est vue étendue en 2003 aux trois provinces (Katanga, Kasaï oriental et Kasaï occidental) impliquées dans le Projet d'Appui aux Producteurs du Secteur Agricole, APSA.

Au Kasaï occidental, le programme a retenu la formule du partenariat avec les structures locales d'encadrement paysan, les ONGD, pour identifier les sites et les organisations paysannes prêtes à expérimenter l'approche, ainsi que les personnes ressources ou formateurs devant accompagner les groupes constitués dans l'apprentissage et les aspects technico-socio-politiques. Dix sites ont été identifiés (Mikalayi, Nsanga-Nyembue, Tshibashi, Tshikaji, Tshimpidinga, Tubuluku, Kanyuka, Bunkonde, Kamilombe) et 5 formateurs retenus. L'option choisie était celle de la constitution des CEP à partir des membres issus de deux ou trois organisations paysannes actives dans le milieu, partageant les mêmes préoccupations et prêts à coopérer, à apprendre ensemble et à partager leurs expériences. L'objectif visé était de faire bénéficier les acquis des apprentissages et découvertes des CEP à l'ensemble des organisations par leurs membres détachés. Dans la pratique toutefois, les résultats n'ont pas été identiques, certains membres se détachant complètement et ne revenant plus dans les groupes de départ, hypothéquant ainsi les espoirs de restitution des acquis des champs-écoles dans les groupes initiaux.

Tout est parti d'un diagnostic réalisé dans la région sous forme d'une analyse du contexte régional pour identifier les pratiques culturelles (cultures pratiquées, mode de labour et de semis, variétés utilisées, entretien, fertilisation, lutte contre les maladies et les ravageurs, etc.) ; les contraintes majeures rencontrées dans la production, la protection, la conservation, la commercialisation des cultures ; les opportunités présentes ainsi que les stratégies des acteurs pour faire face à ces contraintes et dans l'exploitation de ces opportunités. Les actions entreprises devraient s'inspirer de ces données.

Une formation des formateurs a été organisée à Kananga en février 2003 et a réuni les personnes ressources des trois provinces (Katanga et les deux Kasaï). Celle-ci s'est focalisée sur les aspects méthodologiques, qui font du CEP un instrument particulier dans les dispositifs et processus de vulgarisation. Chaque formateur a été chargé de superviser deux CEP : visites régulières (une fois la quinzaine), pour s'assurer du respect de la ligne méthodologique et, aider à résoudre les petites difficultés surgissant en cours d'apprentissages.

Ces formateurs s'occupaient de la formation des facilitateurs des CEP qui eux, sont des paysans membres des groupes chargés de répercuter le message technique et canaliser les différents apprentissages en leur sein.

A la fin de la formation des formateurs, ceux-ci ont structuré et organisé les groupes retenus. Chaque groupe (20 à 25 membres, dont +60% des femmes) s'est doté de deux organes : un comité directeur et une équipe pédagogique. Le premier comprenait en moyenne 5 membres et le second deux facilitateurs. Il s'ensuit logiquement que le cumul de mandats n'était possible et que la fonction de facilitateur requiert des qualités spécifiques : expérience et connaissance du cycle de la culture retenue, ouverture d'esprit, instruction minimum, aptitude à la conduite et à l'orientation des débats, capacité de susciter des discussions, respect des autres, humilité, etc.

La première formation des facilitateurs qui a réuni les vingt facilitateurs des dix CEP autour de cinq formateurs a consacré le démarrage effectif du programme. Celle-ci avait lieu

chaque mois et comportait deux phases, théorique et pratique. La partie théorique mettait en avant les aspects méthodologiques alors que celle pratique reproduisait les activités réelles d'un CEP, en plus de l'échange d'expériences. Rappelons que deux cultures (manioc et niébé) étaient retenues ; soit six CEP de niébé et quatre de manioc. Une formation en gestion a été organisée à l'attention de tous les comités directeurs.

2.2. Des activités développées dans les CEP

Plusieurs activités ont été développées par les groupes dans le cadre de leur apprentissage, une fois le champ ouvert et planté :

- L'analyse de l'agro-écosystème AAES : à travers cette activité centrale, les paysans observaient la plante dans son environnement naturel et dans son développement chaque semaine. Ils se rendaient ainsi compte et repéraient les problèmes que rencontrait la plante, et, cherchaient à comprendre et à réfléchir sur leurs causes ainsi que les différentes interactions entre la plante et son environnement. Ces observations débouchaient sur des décisions. Les observations générales (temps, humidité du sol, vent) ainsi que les diverses informations agro-écologiques collectées sur la plante et sur son écosystème étaient notées sur de grands papiers (nombre de feuilles vertes et jaunes, hauteur de la plante, fruits, fleurs, mauvaises herbes, maladies, ravageurs et ennemis naturels) alors que la plante y était représentée graphiquement dans son état de développement. Cette activité se déroulait souvent en sous-groupes de 4 à 5 paysans et chacun discutait de ses observations et arrêtait ses décisions. Le groupe entier se réunissait par la suite en plénière et chaque sous-groupe exposait son travail d'observation. Il s'ensuivait une grande discussion pour enrichir, analyser et interpréter les informations recueillies, qui débouchait sur une prise de décisions au niveau du groupe.
- La mise en application des décisions prises le jour même ou antérieurement. Celles-ci évoluaient en fonction de l'état de l'exploitation : entretien, récolte, vente, lutte contre les ravageurs, les maladies, etc.
- Les exercices de dynamique de groupe ou brise-glace pour renforcer sa cohésion, la solidarité en son sein et susciter la créativité et la confiance en soi. Ces exercices favorisent « la vision participative du CEP, l'esprit de communication et de groupe, l'organisation du travail, la connaissance mutuelle, le leadership...Ils sont un moyen de détendre l'atmosphère, d'instaurer une certaine ambiance favorable au travail de groupe » (Fama, S. 2007);
- Le zoo à insectes où ils ont observé le comportement des insectes pour comprendre leur interaction avec la plante.

Le dispositif d'apprentissage au niveau des CEP se présentait de la manière que voici :

Figure 1. Répartition des parcelles d'un CEP

Etudes spécialisées	Autofinancement
GIPD	Pratiques Paysannes

Source : nous-même

- a) Etudes Spécialisées : les paysans ont été initiés à faire des études comparatives sur le comportement des cultures. Pour le manioc par exemple, ils ont testé l'effet de la cueillette des feuilles sur le rendement en tubercules. Ainsi, la portion ES a été subdivisée en trois parcelles où la cueillette a été pratiquée différemment : aucune, deux et plusieurs fois. Les paysans ont observé comment s'est comporté le manioc dans les trois parcelles et tiré des conclusions utiles. La comparaison peut se rapporter aux variétés ou aux types de traitement des cultures comme ce fut le cas pour le niébé : feuilles de papayer, cendre de cuisine et inflorescences mâles du palmier.
- b) Autofinancement : cultures à vendre pour résoudre les problèmes qui surviennent pendant la saison culturale.
- c) GIPP : Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs. C'est le lieu d'application et d'expérimentation de toutes les techniques apprises grâce au CEP (préservation ennemis naturels, lutte biologique, production culture saine, semis en ligne, variétés améliorées, essais de fertilisation : enfouissement, etc.).
- d) PP : Pratiques paysannes : les paysans utilisent leurs techniques traditionnelles en vigueur depuis la préparation du sol jusqu'à la récolte (labour, incinération, semis désordonné, etc.).

Le placement des parcelles PP et GIPP côte à côte permet de les observer attentivement dans leur développement en les comparant et de tirer des conclusions adéquates en termes de pratiques performantes à retenir en fin de cycle (qualité, rendement).

2.3. Des réalisations des CEP au Kasai occidental

La FAO, garante du processus a pris en charge bon nombre d'opérations (motivation formateurs, formations des facilitateurs, des comités directeurs, fourniture du matériel aratoire (houes, machettes, limes), végétal (semences de niébé H36 et boutures améliorées de manioc) et pédagogique (décamètre-ruban, cordes, grands papiers, feutres, filets pour zoo à insectes, etc.)) alors que le terrain du champ a été disponibilisé par les groupes eux-mêmes qui y ont construit une paillote juste à côté pour les diverses rencontres. Ce terrain situé à un endroit accessible à tous devient un laboratoire pour tous les agriculteurs membres de l'école (Henk, 2004 ; Braga, R. et al, 2002).

Parmi les principales réalisations des CEP au Kasai occidental, on peut retenir :

- La formation de 10 groupes relativement homogènes et l'ouverture de 10 champs d'expérimentation dans les sites.

Les groupes formés ont ouvert un champ d'étude d'1ha en moyenne et ont pu travailler dans une relative cohésion et stabilité durant tout le cycle cultural. Ceux qui estiment qu'une superficie d'1ha ne représente rien pour un groupe d'au moins 20 personnes perdent de vue les objectifs des CEP qui sont d'étude et d'expérimentation des innovations et non de production. Peu avant la fin de la session, le projet s'est retiré en catastrophe, sans faire signe. Ainsi, les rencontres mensuelles des facilitateurs et les échanges d'expériences entre CEP ont été brutalement interrompus, sans compter l'arrêt des visites des formateurs. Les groupes ont pu néanmoins poursuivre les travaux jusqu'à la récolte. Étant donné que l'activité nécessitait des appuis relativement importants pour son fonctionnement surtout dans cette phase pilote, l'expérience s'est arrêtée en chemin sans atteindre l'étape de la certification et ne s'est pas reproduite le cycle suivant, les groupes s'étant démotivés. Deux ou trois ont réussi à poursuivre l'action en tant qu'associations paysannes et non comme CEP alors que les autres se sont disloqués. On sait voir là les à-coups de financements

extérieurs qui viennent quand le décident leurs financeurs et se retirent au moment où on en a parfois le plus besoin (Gueneau et Lecomte, 1998 ; Enda Graf Sahel, 1996). On comprend alors que ce ne sont pas les besoins des paysans et l'efficacité des interventions qui comptent pour eux mais, plutôt d'autres considérations d'ordre politique et géostratégique.

- Des capacités renforcées d'expertise et de recherche à la base

Bien que pas arrivés à la fin de la session, les dispositifs CEP installés ont permis à des centaines des paysans membres d'expérimenter de nouveaux modes de gestion des cultures : analyse économique des activités à entreprendre, observation continue des exploitations et de leur environnement pour comprendre ce qui se passe et prendre des décisions adéquates, essais et expérimentation de nouvelles techniques, etc. Concrètement, les activités de recherche se menaient au niveau de la base et les solutions adoptées plus convaincantes car, résultant de ses propres expérimentations.

On peut saluer à ce titre le début d'un développement d'une expertise locale à travers l'auto-formation des producteurs et le renforcement des capacités des facilitateurs jouant le rôle d'animateurs endogènes. En effet, les paysannes et paysans apprenaient déjà à observer le comportement et à enregistrer les diverses réactions de leurs cultures dans leur environnement immédiat en fonction de divers paramètres : précipitations, vent, température, lumière, insectes, mauvaises herbes, etc. Ils devenaient ainsi capables de découvrir, à partir de leurs propres observations, les ennemis de leurs cultures contre lesquels ils devraient lutter ainsi que les complices naturels (déprédateurs) qu'ils pouvaient protéger. Bien que les paysans détiennent un savoir qui se transmet de génération à génération et qui leur a toujours permis de subsister malgré les multiples contraintes, il y a lieu de reconnaître que les CEP ont mis en place des processus nouveaux, avec des procédés particuliers d'observation méthodique, de réflexion continue, bref une expérimentation véritable impliquant le brassage des connaissances scientifiques à travers la présence des formateurs provinciaux et les pratiques locales des paysans membres.

Des résultats probants et encourageants ont été enregistrés dans le domaine de la protection des cultures. Ainsi pour le niébé, les différents membres des champs-écoles ont expérimenté et retenu quelques recettes dont les essais se sont révélés très concluants. En effet, pour lutter contre les insectes ravageurs du niébé (punaises, vers, bruches, fourmis : « bipuengelele », « mpumbisha ») qui causent d'importantes pertes de rendement dans la région, les paysans ont mis au point bon nombre de produits : solution à base de feuilles de papayer broyées ou de tabac ; cendre d'inflorescences mâles de palmier, cendre de cuisine ou encore poudre d'épluchures de manioc que l'on répand sur le champ ou au pied des plantes et sur ses feuilles, pour faire fuir ces insectes ou pour les tuer.

Chez le manioc, les mesures phytosanitaires comme la réduction de la cueillette de feuilles, le choix du matériel végétal sain, non contaminé par les maladies comme la mosaïque qui fait des ravages, l'arrachage dans le champ des plantes présentant des signes de maladies, le contrôle des mauvaises herbes ont été utilisées. Ces moyens de lutte non chimiques et ces pratiques de protection végétale combinées aux pratiques culturales ont permis de relever les rendements de plus de 15% pour le niébé et plus de 30% pour le manioc⁴ au cours de la première année. Ils sont par ailleurs simples, peu coûteux et respectueux de l'environnement. Ils mériteraient d'être approfondis et vulgarisés à une large échelle.

Au-delà des résultats jugés positifs à première vue dans la province, l'approche CEP est-elle viable en tant que méthode de vulgarisation et, est-elle reproductible dans d'autres coins de la province ? A quelles conditions ? Pourquoi n'a-t-elle pas survécu à la fin de la première

⁴ Données du projet APSA, 2004

L'Approche Champ-Ecole Paysanne (CEP)
Ngalamulume, G

expérience ? Ce questionnement paraît pertinent pour comprendre la validité interne et externe de l'approche CEP.

Vu les données en notre possession, la méthodologie CEP présente un avantage comparatif par rapport aux approches classiques dirigistes utilisées jusque là en vulgarisation. Sa vocation participative libère la créativité des paysans qui se sentent valorisés, responsabilisés et confiants en eux-mêmes. Le « Learning by doing » utilisé par les CEP facilite l'appropriation des innovations par les paysans car ils appliquent ce qu'ils viennent d'apprendre, tout en étant déjà sûrs et convaincus des résultats à la phase d'apprentissage. En alliant les pratiques de protection végétale et les façons culturales dont le choix du site, l'amélioration du sol, le choix des variétés et du matériel de plantation, les mesures contre les mauvaises herbes, les ravageurs et les maladies (Braima James et al, 2000), l'approche CEP promeut une agriculture saine et durable.

Toutefois, la restitution des savoirs développés aux autres paysans s'est révélée assez limitée, certains paysans ne retournant pas dans leurs associations d'origine d'une part, et les conditions de reproduction des expériences (moyens matériels, temps) n'étant pas garanties en dehors du CEP d'autre part. Néanmoins, certains effets d'entraînement ont été observés ; certains paysans non-membres essayant de copier spontanément des pratiques développées dans les CEP de leur voisinage. Aussi, vu le rendement élevé des variétés améliorées utilisées, des demandes de semences et de boutures par les non-membres, voire des actions de vol des boutures de manioc ont été enregistrées ; ce qui témoigne de l'intérêt suscité dans le milieu.

Le financement de l'approche et son appropriation par les autres services et projets de vulgarisation en province restent aussi des limites réelles à son fonctionnement et sa pérennisation. En effet, la mise en place du CEP nécessite un coût qui doit être pris en charge par l'Etat ou par les organismes et projets de vulgarisation, surtout dans sa phase expérimentale. Ce financement doit être garanti et s'étendre sur une échéance raisonnable (5 ans par exemple) pour permettre un réel renforcement des capacités d'observation, de recherche et d'action ainsi qu'une bonne appropriation des innovations à la base. Les financements ponctuels et incertains seraient les malvenus pour ce genre d'objectifs. Ceux qui estiment que l'approche serait trop coûteuse, son coût pouvant être supérieur à ses bénéfices réels dans le cadre d'une certaine analyse coûts-bénéfices, semblent faire une mauvaise analyse de la situation ; les bénéfices générés par ce genre d'actions n'étant pas tous monétarisables immédiatement ou dans le court terme, à l'instar des capacités techniques acquises par les groupes et leurs membres. De même, certains coûts peuvent être minimisés en privilégiant au maximum les ressources locales (outillage et matériel, rencontres et réunions dans les sites, participation communautaire, etc.).

Aussi, on se rend compte que depuis l'expérimentation de l'approche arrêtée brusquement par la FAO en 2003, aucun autre organisme ou service public n'a pris l'initiative de s'approprier la méthodologie et de la poursuivre en province, vu ses résultats encourageants, en dehors de la tentative du projet Caritas qui n'a utilisé que la dénomination CEP pour certains groupes et non pas l'approche à proprement parler. Ce qui passe à nos yeux comme une lacune sérieuse qu'il importe de combler et un défi à relever. Cela aurait permis de compenser la faible restitution des acquis par les membres et facilité la diffusion des expérimentations et de l'approche CEP à travers le monde rural.

L'approche CEP a déjà fait ses preuves ailleurs : en Asie, en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest ; et même au Congo, dans le Bas-Congo et dans la périphérie de Kinshasa. Il en est de même de la première expérience en province qui, bien que ratée, a prouvé qu'elle demeurerait prometteuse. Il est donc temps qu'elle soit remise en avant et étendue.

CONCLUSION

En ces temps précis où l'insécurité alimentaire au Congo et au Kasaï constitue une préoccupation grandissante, l'approche CEP, en tant que méthodologie de recherche-action formative et participative, se présente comme une voie convaincante pour faciliter l'adoption et la diffusion des innovations à travers le monde rural kasaïen. L'originalité et la simplicité de ses procédés permettent, non seulement une meilleure appropriation des innovations, mais aussi une participation active des paysans à la production du savoir agronomique et donc, une valorisation de la fonction paysanne.

Une appropriation de l'approche par les principaux services et projets d'encadrement agricole en province, ainsi que sa vulgarisation auprès de toutes les populations rurales kasaïennes serait un défi immense relevé, dans la perspective de la réalisation de la souveraineté alimentaire à travers la promotion d'une agriculture saine, durable, capable de satisfaire les besoins alimentaires des populations locales et de préserver leur environnement. Pour cela, une réflexion minutieuse sur les conditions de financement durable de l'approche serait envisagée. L'intervention des pouvoirs publics et des agences de financement viendrait suppléer aux efforts des communautés locales. L'extension de l'approche dans la province ferait mieux de capitaliser l'expertise déjà présente : structures d'encadrement, personnes ressources, facilitateurs et membres des CEP ayant travaillé dans la première phase.

BIBLIOGRAPHIE

- AMOUKOU I, 2007, *Vulnérabilité et innovations paysannes : l'expérience d'Aguié au Niger*, Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- AMOUKOU I, WAUTELET JM (éd.), 2007, *Croisement des savoirs villageois et universitaires : enjeux pour le développement*, Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- BRAGA R. et al, 2002, *Manuel de Formation pour les vulgarisateurs et les paysans*, FAO, Rome.
- BRAIMA J. et al, 2000, *Lutte contre les ravageurs du manioc*, IITA, Lagos.
- ENDA GRAF SAHEL, 1996, *Ancrages des Recherches Populaires*, Enda Graf Sahel, Dakar.
- Fama, S., 2007, « La méthode GIPD des Champs-écoles paysans au Sénégal », *Agridape* n°2, vol 22, p.27-28.
- FAO-APSA, *Rapport d'activités*, Kananga, 2004.
- GLOBAL IPM FACILITY, 1999, *Champs-écoles des producteurs*, FAO, Rome.
- GUENEAU M-C, B.J. LECOMTE, 1998, *Sahel : les paysans dans les marigots de l'aide*, L'Harmattan, Paris.
- HENK VAN DEN BERG, 2004, *IPM Farmer Field Schools: A synthesis of 25 impact evaluations*, Wageningen University.
- LAPEYRE F., 2002, « Le rêve d'un développement sans conflit », dans Gilbert Rist (éd.), « Les mots du pouvoir. Sens et non sens de la rhétorique internationale », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED* n° 13, PUF, Paris, p. 101-118.
- NGALAMULUME G., 2009, « Défis et enjeux de la participation communautaire aux Actions de développement en Afrique subsaharienne », dans Isabel Alvarez (éd.), *Réflexions sur le développement : Points de vue des acteurs du Sud*, Centre Placet asbl, Louvain-la-Neuve, p. 47-55.